

L'afflux de pêches espagnoles ulcère les producteurs français

Les producteurs français de fruits et légumes se disent à nouveau excédés par l'arrivée massive de marchandises espagnoles à bas coûts dans les rayons en France et en appellent aux pouvoirs publics.

Comme souvent l'été, les agriculteurs français souffrent de la concurrence espagnole. Cette année, la situation est particulièrement tendue sur les pêches-nectarines, avec une production abondante grâce au temps clément de la fin de l'hiver et du printemps. Au 1er juillet, « le potentiel de production » s'affichait en hausse de plus de 10 % par rapport à 2013 et en juin, les cours avaient déjà chuté de 6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années, selon une note récente du service statistique du ministère de l'Agriculture (Agreste).

Et jeudi des producteurs français ont bloqué des camions espagnols à la sortie Perpignan-Sud de l'autoroute et ont vidé le contenu de deux d'entre eux, aspergeant de gazole les nectarines du premier pour les rendre inconsommables. Leurs griefs sont nombreux et sévères : d'abord les Espagnols braderaient les cagettes à 50 centimes le kilo, déstockant en France leurs surplus de production avec des produits parfois pas aux normes ou détériorés, explique à l'Afp Jérôme Despey, secrétaire général adjoint de la Fnsea.

« Les camions espagnols arrivent en France sans destinataire et sans prix. Ce qui signifie que sur les marchés au gros, ils braderont au plus offrant », accuse aussi Bruno Darnaud, président de l'Association d'organisations de producteurs (Aop) pêches et nectarines, interrogé par l'Afp.

Or les producteurs français vendent plutôt 1,10 euro le kilo et ils auraient besoin d'un prix d'achat d'au moins 1,30 euro pour rentrer dans leurs frais. En 2013, le prix d'achat moyen était de 1,50 euro, selon Bruno Darnaud. Mais, face à la concurrence espagnole, « la grande distribution ne peut plus nous assurer un prix minimum », ajoute-t-il.

Le "coup de grâce" ?

Des accusations rejetées en bloc par une source espagnole du secteur qui a choisi l'anonymat par peur des représailles. Selon elle, certes les Espagnols vendent moins cher mais à 90 centimes le kilo et non pas 30 ou 50 centimes. De plus, l'été « nos marchés prioritaires sont les pays qui ne produisent pas de pêches comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou les pays de l'Est » et pas la France qui est un pays producteur, se défend-il. Et en aucun cas, selon lui, ils écouleraient leurs surplus en France car le marché espagnol consomme essentiellement des pavies, grosse variété de pêche à la chair très ferme qui ne se mange pas en frais en France et sert plutôt à faire des conserves.

Mais, selon les différents acteurs interrogés, les arboriculteurs français sont à bout, d'autres actions coup de poing sont à craindre et surtout nombreux sont ceux qui pourraient jeter l'éponge alors que les surfaces ont déjà reculé de près de 15 % en 15 ans et que l'offre française ne suffit plus à répondre à la demande. « J'ai peur que cet épisode soit le coup de grâce pour beaucoup de confrères », explique Bruno Darnaud.

En conséquence, la Fnsea, les Jeunes Agriculteurs et les branches Fnsea fruits et légumes (FnplFruits et Légumes de France) réclament vendredi dans un communiqué un « renforcement des contrôles douaniers aux frontières afin de vérifier la qualité des produits entrant sur le territoire » et « l'interdiction pure et simple de la pratique du "prix après vente" (Pav) » car « tout produit doit circuler avec un bon de commande avec une référence de prix ».

Mardi, le gouvernement annonçait déjà qu'il allait financer une campagne de 200.000 euros pour promouvoir la production française de fruits et certaines enseignes se sont engagées à valoriser le Made in France. S'agissant des contrôles, la répression des fraudes (Dgcrf) n'était pas joignable dans l'immédiat pour commenter.

Bruno Darnaud espérait néanmoins une embellie car après une météo pluvieuse les 15 premiers jours de juillet peu favorable à la consommation des fruits d'été, la chaleur revient. « C'est peut-être la deuxième partie de saison qui va nous sauver », espère l'arboriculteur.

Source : www.agrisalon.fr/ 19/07/2014